

n'a plus aucune valeur. Elle est morte. Vains seront les efforts pour la ressusciter. »

Lénine, il est vrai, disait parfois que les Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, à la première époque de la Révolution de février, réalisaient *jusqu'à un certain point* la dictature révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie. Cela est vrai dans la mesure où ces Soviets exerçaient le pouvoir. Mais, comme l'a maintes fois expliqué Lénine, les Soviets de la période de février n'exerçaient qu'un demi-pouvoir. Ils soutenaient le pouvoir de la bourgeoisie tout en exerçant sur elle une pression sous forme de demi-opposition. C'est précisément cette situation équivoque qui leur permettait de ne pas sortir du cadre de la coalition démocratique des ouvriers, des paysans et des soldats. Cette coalition, dans la mesure où elle s'appuyait non pas sur des rapports étatiques régularisés, mais sur la force armée et la conjoncture révolutionnaire, tendait à la dictature, mais en restait encore très loin. C'est dans le caractère démocratique non-officiel de cette coalition des ouvriers, des paysans et des soldats exerçant un demi-pouvoir, que résidait l'instabilité des Soviets conciliateurs. Ces derniers devaient, ou bien voir leur rôle diminuer jusqu'à l'effacement complet ou bien prendre véritablement le pouvoir en mains. Mais ils pouvaient le prendre non pas comme coalition démocratique des ouvriers et des paysans représentés par différents partis, mais comme dictature du prolétariat dirigé par un parti unique et entraînant à sa suite les masses rurales, à commencer par les couches semi-prolétariennes. En d'autres termes, la coalition démocratique ouvrière et paysanne ne pouvait être considérée que comme une forme préliminaire avant l'accession au pouvoir, comme une tendance, mais non comme un fait. La marche au pouvoir devait inévitablement faire éclater l'enveloppe démocratique, mettre la majorité des paysans dans la nécessité de suivre les ouvriers, permettre au prolétariat de réaliser sa dictature de classe, et, par là même, mettre à l'ordre du jour, parallèlement à la démocratisation radicale des rapports sociaux, l'immixtion socialiste de l'Etat ouvrier dans les droits de la propriété capitaliste. Continuer dans ces conditions à s'en tenir à la formule de la « dictature démocratique », c'était en réalité renoncer au pouvoir et acculer la Révolution dans une impasse. La principale question litigieuse, autour de laquelle pivotaient toutes les autres, était celle-ci : faut-il lutter pour le pouvoir ? faut-il ou ne faut-il pas prendre le pouvoir ? Cela seul montre déjà que nous étions en présence non pas de divergences de vues épisodiques, mais de deux tendances de principe. L'une d'elles était prolétarienne et menait à la voie de la Révolution mondiale, l'autre était « démocratique », c'est-à-dire petite-bourgeoise, et menait

en dernière analyse à la subordination de la politique prolétarienne aux besoins de la société bourgeoise qui se réformait. Ces tendances se heurtèrent violemment dans toutes les questions tant soit peu importantes de l'année 1917. L'époque révolutionnaire, c'est-à-dire le moment où le capital accumulé par le Parti est mis en action, devait inévitablement faire apparaître des désaccords de ce genre. Dans une mesure plus ou moins grande, avec des différences motivées par la situation, ces deux tendances se manifesteront encore, à maintes reprises, en période révolutionnaire, dans tous les pays. Si, par « bolchevisme », on entend une éducation, une trempe, une organisation de l'avant-garde prolétarienne rendant cette dernière capable de s'emparer par la force du pouvoir ; si, par « social-démocratie », on entend le réformisme et l'opposition dans le cadre de la société bourgeoise, ainsi que l'adaptation à la légalité de cette dernière, c'est-à-dire l'éducation des masses dans l'idée de l'inébranlabilité de l'Etat bourgeois ; il est clair que, même dans un Parti Communiste, qui ne surgit pas tout armé de la forge de l'histoire, la lutte entre les tendances social-démocrates et le bolchevisme doit se manifester de la façon la plus nette, la plus ouverte en période révolutionnaire quand la question du pouvoir se pose directement.

La tâche de la conquête du pouvoir ne s'est posée devant le Parti que le 4 avril, c'est-à-dire après l'arrivée de Lénine à Pétrograd. Mais, même à partir de ce moment, la ligne du Parti n'a pas un caractère continu, indiscutable pour tous. Malgré les décisions de la conférence d'avril 1917, une résistance, tantôt sourde, tantôt déclarée, au cours révolutionnaire se manifeste pendant toute la période de préparation.

L'étude du développement des divergences de vues entre février et la consolidation de la révolution d'Octobre non seulement présente un intérêt théorique exceptionnel, mais a une importance pratique incommensurable. Lénine, en 1910, avait qualifié d'anticipation les désaccords qui s'étaient manifestés au II^e Congrès en 1903. Il importe de suivre ces désaccords depuis leur source, c'est-à-dire depuis 1903, et même depuis l'« *économisme* ». Mais cette étude n'a de sens que si elle est complète et embrasse également la période où les divergences de vues furent soumises à l'épreuve décisive, c'est-à-dire Octobre.

Nous ne pouvons, dans ces pages, entreprendre un examen approfondi de tous les stades de cette lutte. Mais nous jugeons nécessaire de combler partiellement la lacune inadmissible qui existe dans notre littérature sur la période la plus importante du développement de notre Parti.

Comme nous l'avons déjà dit, la question du pouvoir est le nœud